



[ACCUEIL](#) [DERNIÈRE REVUE](#) [LES PUBLICATIONS](#) [LES AUTEURS](#) [GÉOPOLITIQUE AFRICAINE](#) [ABONNEMENT](#) [CONTACT](#)

[Accueil](#) > [Publications](#) > [L'Afrique au rendez-vous de la COP 21](#) > [Une stratégie en six points face au réchauffement](#)

Une stratégie en six points face au réchauffement

Array ([2] => authenticated user)

Partager cet article     

MOTS CLÉS: [cop21](#) [énergie propre](#) [investissement](#) [partenariat sud-sud](#) [politique](#)
[climatique](#) [systeme agricole](#) [tourisme](#)



par **Carlos Lopes**
2015-11-30



0



J'aimerais exprimer ici ma vision pour l'Afrique en déclinant les besoins du continent en matière climatique à travers une stratégie articulée autour de six points. Il s'agit de permettre aux institutions africaines d'élaborer des politiques efficaces qui contribueront à l'émergence de sociétés et économies résilientes au changement climatique. En reconnaissant la transformation des modes de vie dans des conditions climatiques en perpétuel changement, j'ai la conviction que notre génération détient les solutions pour en maîtriser les impacts et les transformer en opportunités.

Les mesures à prendre transcendent les frontières. Elles commencent par la façon dont on traite nos océans, la manière de gérer nos industries touristiques, nos efforts de conservation et de collecte des ressources hydrauliques et, surtout, elles doivent accompagner notre besoin d'apprendre des autres à travers une culture de coopération dans la production et le partage de connaissances.

Le développement est la clé de la transformation économique et sociale de l'Afrique. Dans le même temps, les pays africains doivent s'atteler à transformer leurs économies en ayant à l'esprit que le changement climatique aura des répercussions importantes sur tout le continent. Le 5ème rapport d'évaluation du Groupe de travail II du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GEIC) indique clairement que l'Afrique est très vulnérable au changement climatique. Les écosystèmes africains, y compris les écosystèmes océaniques, sont déjà affectés et le pire est à craindre.

Le changement climatique est un multiplicateur des vulnérabilités actuelles en matière de désertification, d'insécurité alimentaire, d'insuffisance de l'accès à l'eau potable et d'exposition à des maladies telles que le paludisme. •1 Or, les effets de la variabilité du climat en Afrique sont déjà bien connus. À titre d'exemple, de graves sécheresses en 2011 dans la Corne de l'Afrique et celles de 2012 dans le Sahel ont touché plus de 23 millions de personnes. En 2013, des inondations ont dévasté Port-Louis en Ile Maurice après que 156 millimètres de pluie se soient abattues en moins de deux heures. •2

L'Afrique a besoin d'une politique climato-développementale efficace. C'est pourquoi j'ai la conviction que ma stratégie en six points constituera un plan directeur efficace pour répondre aux nombreux défis actuels.

Stratégie n°1 – accroître les investissements sur les observations climatiques, la climatologie et les services climatiques

Les observations de variables climatiques de haute qualité sont d'une importance vitale pour analyser correctement divers besoins et intérêts tels que la gestion des ressources hydrauliques, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la prévention des catastrophes naturelles comme les inondations et les sécheresses, les problèmes sanitaires, la production énergétique, la planification urbaine, et la gestion de zone côtière. Cependant, les réseaux d'observation de l'Afrique sont à la fois insuffisants et inefficaces. Les Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) de chaque pays africain et d'autres prestataires de services climatiques doivent renforcer considérablement leurs réseaux d'observation et améliorer leur capacité à offrir une gamme complète de services climatiques à l'appui du développement durable. Il faut remédier, en particulier, à la détérioration des réseaux et stations d'observation du climat. Cela peut être accompli grâce à la rénovation des stations existantes, l'installation de nouvelles stations et un système de gestion de données et d'archivage amélioré. •3.

La maîtrise scientifique du système climatique est cruciale pour prédire avec exactitude les changements et aider les utilisateurs à intégrer l'incertitude inhérente au climat dans le processus décisionnel. Bien que la

situation s'améliore, la compréhension des vecteurs du climat africain et ses interactions complexes est encore relativement faible. Ces connaissances limitées entament la capacité des Africains à analyser, à comprendre et à prévoir la variabilité du climat⁴.

À cet égard, la conférence climatique de l'Afrique 2013 (ACC- 2013) à Arusha, en Tanzanie, a été organisée pour évaluer les besoins climatologiques en Afrique. Elle a réuni quelques 300 scientifiques et autres experts venus du monde entier pour discuter de l'état de connaissance du système climatique de l'Afrique, identifier les lacunes actuelles et définir un ordre du jour pour faire avancer les frontières de la recherche africaine sur le climat. Les participants à la conférence ont fait un certain nombre de recommandations et rédigé un ambitieux « programme de recherche climatique africaine ». Il est clair que les universités africaines, les institutions de recherche et de formation en matière climatique, les centres météorologiques régionaux et les autres organisations qui interviennent dans le domaine climatique doivent renforcer leurs programmes et mieux coopérer⁵.

Reconnaissant la nécessité de services climatiques de haute qualité pour lutter contre les changements climatiques, l'Organisation météorologique mondiale a supervisé l'élaboration d'une grande initiative pilotée par l'ONU, le Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC). La vision du CMSC est de « faciliter une meilleure gestion des risques de la variabilité climatique mais aussi du changement et de l'adaptation au changement climatique, à travers le développement et l'intégration de l'information et la prévision climatiques fondées sur la science dans la planification, la politique et la pratique à l'échelle mondiale, régionale et nationale »⁶. Et, tout comme pour les améliorations indispensables à l'observation, il faudra un financement substantiel pour le renforcement des services climatologiques. Ils constituent le fondement du développement transformationnel dans des secteurs clés du développement tels que l'énergie, l'agriculture et le tourisme.

Stratégie n°2 – renforcer les politiques climatiques et appuyer l'existence d'institutions fortes

En Afrique, un des principaux obstacles à l'intégration des questions climatiques dans les activités de développement est la faiblesse des institutions et l'incapacité à traduire les découvertes scientifiques en recommandations politiques efficaces. Bien entendu, la plupart des pays disposent de départements dédiés à l'énergie, l'environnement et l'agriculture. Mais le climat n'est pas le seul, ni même le principal souci de ces institutions gouvernementales nationales. Il est fondamental qu'elles disposent de suffisamment de ressources pour mener à bien leurs mandats liés au climat. Or, là encore, les Services météorologiques et hydrologiques nationaux (SMHN) de l'Afrique sont chroniquement sous-financés dans toute l'Afrique.

D'autres institutions ont un rôle à jouer au niveau régional. Les plus importantes sont les Communautés économiques régionales (CER) et les Centres climatologiques régionaux (CCR). Il existe huit CER en Afrique. Les CER assurent la promotion et la coordination du développement économique au niveau régional, y compris dans les secteurs de l'agriculture, de l'énergie et des ressources hydrauliques. Elles facilitent également les approches régionales pour faire face aux catastrophes naturelles telles que les inondations et la sécheresse. Dans chacune des CER, l'Organisation météorologique mondiale (OMM) étend son infrastructure de base pour affiner les prévisions et la gestion des risques climatiques⁷.

À l'échelle continentale, la Commission de l'Union africaine (CUA) et la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA) sont engagées dans l'élaboration de politiques sur le changement climatique. Un organe technique important de l'Union africaine est le NEPAD, le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Son programme de changement climatique et de la gestion des ressources naturelles joue un rôle de coordination important. Le NEPAD se rend compte que les questions environnementales constituent une condition préalable à la croissance et au développement durable⁸.

Le Centre africain pour la politique en matière de climat (CAPC), logé à la CEA, mérite une mention singulière en tant qu'institution spécialement créée pour s'occuper de la politique relative au changement climatique en Afrique. L'objectif du CAPC est d'entreprendre des recherches axées sur la facilitation du développement durable et de la gestion des risques climatiques. Il est engagé dans la recherche ; le partage de connaissances et de réseautage ; le plaidoyer et le renforcement de consensus ; la mobilisation ; le renforcement des capacités et l'assistance technique⁹. De manière plus significative, le CAPC sert de secrétariat au programme Climat pour le développement en Afrique (ClimDev Afrique). Une autre organisation notable est le Centre africain pour les applications de la météorologie au développement (ACMAD). L'ACMAD met l'accent sur l'amélioration de la disponibilité de l'information climatique et météorologique. Bien qu'il fonctionne comme un CCR, il dispose d'un mandat panafricain et sert de coordonnateur à d'autres CRR africains.

Il existe d'autres institutions à l'échelle continentale qui traitent de politiques et/ou de programmes touchant les changements climatiques. Il s'agit notamment de trois conférences ministérielles – la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE), la Conférence ministérielle africaine sur l'eau (AMCOW), et la Conférence ministérielle africaine sur la météorologie (AMCOMET). Ces trois instances se réunissent environ une fois par an ou tous les deux ans pour assurer le leadership politique, l'orientation des programmes et le plaidoyer dans leurs domaines d'expertise à l'endroit de l'Afrique dans son ensemble.

Enfin, il existe un certain nombre d'organisations internationales qui jouent un rôle important : l'Organisation météorologique mondiale, le Programme des Nations unies pour l'environnement et le Programme des Nations unies pour le développement qui administrent plusieurs projets et programmes. Ils fournissent un financement substantiel pour des activités relatives aux changements climatiques en Afrique. En outre, l'Afrique assume désormais une place prépondérante dans les réunions de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques et peut davantage influencer les résultats de ces négociations.

Avec autant d'institutions impliquées, à des niveaux aussi variés, dans la planification liée au changement

climatique en Afrique, la coordination des politiques et des activités devient décisive. Sans une coordination adéquate, la prestation de services sur le terrain devient plus que difficile... Au-delà, il y a la nécessité d'une mise en œuvre effective des politiques. Une bonne politique ne suffit pas toujours sans les moyens susceptibles d'assurer sa mise en œuvre. La bonne gouvernance est la première exigence. Il faut aussi des ressources financières adéquates et des personnes dotées de compétences nécessaires. Il est frustrant de constater que beaucoup de bonnes politiques sont oubliées dans des tiroirs poussiéreux, que des connaissances acquises sont égarées, forçant différentes organisations à « réinventer la roue » inutilement.

Stratégie n°3 – les partenariats Sud-Sud

La coopération entre les régions développées et les pays en développement pour aider l'Afrique et les autres pays en développement à s'adapter au changement climatique est d'une importance vitale, et de nombreux mécanismes bilatéraux et internationaux ont été créés expressément pour faciliter cette coopération. Toutefois, la coopération Sud-Sud est en train de se renforcer. Ses modalités ont été définies lors de la Conférence des Nations unies de haut niveau sur la coopération Sud-Sud en 2009 à Nairobi. Cette coopération adopte une approche qui fait intervenir les organisations non gouvernementales, le secteur privé, la société civile, les universitaires et d'autres acteurs qui contribuent à relever les défis et atteindre les objectifs de développement en rapport avec les stratégies et les plans nationaux de développement¹⁰. La notion de coopération triangulaire est de plus en plus importante. Cette coopération regroupe généralement un bailleur de fonds traditionnel, par exemple d'un pays membre de l'OCDE, un nouveau bailleur de fonds du Sud, et un pays bénéficiaire dans le Sud¹¹.

Il existe, d'autre part, un grand potentiel de partenariats entre les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique dont la plupart font face à des défis climatiques similaires. Ces 79 États organisés au sein du Groupe ACP, avec un siège social à Bruxelles, travaillent en association avec l'Union européenne, mais aussi avec des institutions telles que la Banque africaine de développement (BAD) et les communautés économiques régionales africaines (CER)¹². Ils ont élaboré une note de concept sur un CMSC inter-régional pour l'Afrique, les Caraïbes et le Pacifique à soumettre à l'Union européenne pour financement dans le cadre du 11^e Fonds européen de développement (2014-2020)¹³. Le but ultime est de renforcer la prestation de services climatologiques dans ces pays.

L'Institut indien de l'énergie et des ressources (TERI) est engagé dans la coopération Sud-Sud en Afrique. En général, ses initiatives impliquent un enrichissement mutuel des capacités des institutions, le transfert de technologie, et l'échange de connaissances et de compétences. Il a organisé des formations dans les énergies renouvelables, l'efficacité énergétique et le changement et la durabilité climatique. Un projet pertinent (en partenariat avec le ministère britannique pour le Développement international) a consisté en fourniture de fourneaux de cuisine propres et de lanternes solaires pour certains ménages ruraux en Éthiopie et au Kenya. Un autre (en partenariat avec la Banque mondiale) a porté sur l'adaptation dans le secteur agricole de l'Afrique. De plus, TERI a conclu un accord de partenariat avec le Centre africain pour la politique en matière de climat sur le développement humain, la sécurité et la durabilité des écosystèmes en Afrique¹⁴.

Un autre exemple de renforcement de la coopération Sud-Sud réside dans un accord récent entre la Chine et le PNUE en vue d'intensifier la coopération Sud-Sud sur le changement climatique en Afrique et en Asie. Dans le cadre de cet accord, la Chine a contribué à hauteur de 6 millions de dollars US à un fonds d'affectation spéciale du PNUE destiné à financer l'amélioration du développement vert et de la gestion environnementale durable. Des engagements ont été pris pour continuer à renflouer ce fonds¹⁵. Parmi un certain nombre de sources de financement, le Fonds d'affectation spéciale de la coopération Sud-Sud de la Banque africaine de développement est remarquable. La BAD aide les pays africains à mobiliser et à tirer profit des solutions de développement et de l'expertise technique disponibles dans le Sud.

Stratégie n°4 – exploiter le potentiel d'énergie propre

Selon diverses estimations, 650 millions de personnes en Afrique au sud du Sahara vont vivre sans électricité en 2030, contre 500 millions aujourd'hui. Au fur et à mesure que l'Afrique se développe, le vaste potentiel d'énergie renouvelable dans la région lui donne la possibilité de poursuivre une voie de développement à faible intensité de carbone qui aura des retombées en termes de minimisation de l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre. En exploitant les technologies des énergies renouvelables les plus récentes et les meilleures pratiques d'efficacité énergétique, l'Afrique peut progresser vers un avenir énergétiquement propre et vert.

L'Afrique est dotée de vastes ressources d'énergie renouvelables, à savoir l'énergie éolienne, solaire, géothermique, l'hydroélectricité et la bioénergie. L'IRENA (Agence internationale de l'énergie renouvelable) est convaincue que le développement de ces ressources peut couvrir la plupart de la demande de l'Afrique d'ici à 2050. En outre, le développement de sources d'énergie renouvelables est souvent synonyme de bonnes affaires, même sans subventions. De nombreuses technologies d'énergies renouvelables sont moins chères que les systèmes à base de diesel ou de kérosène et moins coûteuses que l'extension du réseau électrique dans les zones rurales où la demande d'énergie par habitant reste faible¹⁶.

La bioénergie reste probablement la source d'énergie renouvelable qui a le plus grand potentiel d'expansion en Afrique. Elle se présente déjà comme une source importante d'énergie puisqu'environ 65 % des Africains, principalement dans les zones rurales, recourent à la biomasse traditionnelle pour la cuisson. Toutefois, cette utilisation traditionnelle est insoutenable car elle conduit à la déforestation avec, comme conséquence, la pollution de l'air et des problèmes de santé. Les technologies modernes de la biomasse, comme le biogaz et les foyers améliorés, pourraient être utilisées comme substituts aux poêles de cuisson traditionnels. Le biogaz peut également être exploité pour la production d'énergie et le transport. La bioénergie, sous la forme de

bioéthanol et de biodiesel, pourrait remplacer certains produits pétroliers auxquels les transports font appel. Parmi les avantages de la bioénergie, on peut citer la réduction des émissions de gaz à effet de serre, les économies de change et une moindre dépendance aux sources d'énergie importées¹⁷.

Il est possible également de développer l'hydroélectricité en Afrique, puisque moins de 5 % du potentiel hydroélectrique de l'Afrique techniquement réalisable était exploité au début des années 2000¹⁸. Les opportunités de développement de l'hydroélectricité à grande échelle, dont certaines seraient des projets transfrontaliers, pourraient fournir une quantité importante d'énergie pour répondre à la demande en matière de source durable d'électricité.

De plus, il existe un potentiel important pour le développement de mini projets hydroélectriques en vue de faciliter l'accès à l'électricité dans les zones reculées. Il faut aussi mentionner le besoin de réhabiliter et améliorer les projets hydroélectriques existants sur le plan opérationnel¹⁹. Le développement hydroélectrique, cependant, n'est pas sans impacts environnementaux et sociaux. C'est pourquoi la planification en profondeur, l'évaluation et le suivi des projets restent essentiels. Par exemple, le Projet Grand Inga est capable de produire 40 000 MW et deviendrait ainsi le plus grand projet hydroélectrique au monde.

Il existe par ailleurs un potentiel non négligeable pour accroître le recours à l'énergie solaire en Afrique et pas uniquement au Sahara. Par exemple, l'Afrique du Sud cherche à réduire sa dépendance au charbon (le combustible fossile ayant la plus forte intensité de carbone et qui représentait près de 86 % de son énergie en 2013), en portant sa production d'énergie propre à 18 gigawatts (GW) à l'horizon 2030, dont la moitié sera comblée par le solaire²⁰. Google Inc. appuie cet effort et a investi près de 12 millions de dollars dans le projet électrique Jasper, une unité de production d'énergie photovoltaïque de 96 MW au nord du Cap²¹. Le Sénégal, le Mozambique, le Zimbabwe, et plusieurs autres pays en Afrique sont en train d'investir dans l'énergie solaire. Le renforcement de la législation dans la partie Sud du Sahara pourrait grandement booster les projets d'énergie solaire²². Selon l'Institut pour l'énergie de la Commission Européenne, 0,3 % de l'ensoleillement au Sahara et dans les déserts du Moyen Orient pourraient couvrir tous les besoins en énergie de l'Europe.

L'énergie éolienne en Afrique ne représente actuellement qu'1 % environ de l'électricité totale. Cependant, une étude de la BAD indique de fortes capacités, dont 10,5 GW en gestation²³. Quelques 76 projets ont été examinés et la plupart de ceux achevés (24 en mai 2013) se trouvent en Afrique du Nord. Cependant, de nombreux autres pays, y compris la Somalie, le Soudan, la Libye, la Mauritanie, l'Égypte, Madagascar, le Kenya et le Tchad disposent d'un grand potentiel en termes d'énergie éolienne terrestre. Le plus grand parc éolien d'Afrique, le parc éolien d'Ashegoda, a commencé sa production en Éthiopie en 2013.

Un immense potentiel d'énergie géothermique se trouve dans le rift est-africain, qui s'étend sur plusieurs pays d'Afrique de l'Est dont l'Érythrée, l'Éthiopie, Djibouti, le Kenya, l'Ouganda et la Zambie²⁴.

Jusqu'à présent, seul le Kenya a exploité le potentiel géothermique de la vallée du Grand Rift, mais d'autres pays aimeraient mettre en valeur le leur. L'exploration et la construction de futures centrales géothermiques requièrent des coûts élevés pour les pays pauvres, ce qui constitue une contrainte majeure.

De nombreuses options existent pour faciliter le renforcement de l'efficacité énergétique dans les secteurs du transport, industriel, résidentiel, commercial, et agricole. Mais la mise en œuvre de politiques et de mesures idoines a encore un long chemin à parcourir dans la plupart des pays africains²⁵. Les gouvernements n'ont pas assez encouragé le secteur privé, les banques et autres établissements de crédit à investir dans les énergies renouvelables²⁶. Les autres obstacles peuvent concerner des exigences d'investissement élevé, des subventions et des incitations fiscales au développement de combustibles fossiles, le manque d'accès au crédit, et la résistance sociale potentielle à des sources d'énergie non familières²⁷.

Stratégie n°5 – réformer les systèmes agricoles et alimentaires à travers une gestion foncière durable

L'agriculture est l'un des secteurs économiques les plus importants en Afrique. Près de 80 % des Africains vivent dans les zones rurales et vivent de l'agriculture. Son rôle est énorme pour assurer la sécurité alimentaire et réduire la pauvreté en Afrique. Cependant, la productivité agricole reste insuffisante avec moins de 10 % de terres arables en cours d'utilisation. De nombreux petits producteurs sont à peine capables de satisfaire les besoins de consommation de leur famille.

L'incidence des événements météorologiques extrêmes expose l'agriculture à de fréquentes incertitudes de production. Les gouvernements sont préoccupés par le phénomène et ses conséquences sur l'économie en général²⁸. Même en l'absence de changement climatique, la croissance démographique en Afrique accentuera la pression sur les producteurs agricoles pour fournir suffisamment de nourriture aux citoyens du continent. Avec un climat en mutation, le défi devient encore plus grave²⁹.

Parmi les impacts les plus probables, citons les pertes de rendement pour le maïs qui pourront s'élever à environ 22 % au milieu du siècle sur l'ensemble de l'Afrique sub-saharienne. Des zones agro-climatiques appropriées pour la production de cultures telles que le thé, le café et le cacao diminueront de manière significative. Les systèmes d'élevage en Afrique feront face à de multiples facteurs qui aggraveront la vulnérabilité des communautés d'éleveurs. La pêche africaine est également susceptible d'être affectée par le changement climatique. En Afrique de l'Ouest, par exemple, l'on estime que la valeur annuelle des débarquements de poisson va chuter de 21 % en 2050.

Il est donc essentiel que les gouvernements africains se rendent compte du défi que le changement climatique pose à l'agriculture durable, même si les agriculteurs ont toujours eu à s'adapter à la variabilité du climat. Le

problème de l'eau est majeur. Certaines parties de l'Afrique, notamment en Afrique du Nord et dans certaines parties de l'Afrique australe, s'assèchent à grande vitesse avec ce que cela suppose pour l'agriculture pluviale•30.

La mise en œuvre de stratégies d'adaptation bien étudiées peut aider l'Afrique à tirer le meilleur usage de son eau. Il s'agirait entre autres choses d'accroître l'offre de construction de nouveaux réservoirs et/ou l'expansion de l'utilisation des eaux souterraines ; d'étendre l'irrigation à grande échelle ; de promouvoir l'utilisation efficace des ressources hydrauliques par l'irrigation au goutte à goutte, le recyclage et la réutilisation de l'eau ; d'améliorer la gestion de l'offre en utilisant les eaux souterraines et de surface ; de bonifier le système de gestion des réservoirs ; de renforcer la gestion de la demande par la promotion de méthodes de conservation ; et de favoriser la planification d'urgence à l'endroit des sécheresses et des inondations•31.

Les défis posés par le changement climatique suggèrent de réaliser dans toute l'Afrique des investissements en matière de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE)•32 mais, également, dans la notion apparentée de gestion durable des terres (GDT)•33. La GIRE a comme cible le développement et la gestion coordonnés de l'eau, des terres et des ressources connexes afin de maximiser le bien-être économique et social sans compromettre la durabilité des écosystèmes.

Certains investissements dans les technologies de production agricole et/ou les stratégies d'adaptation et d'atténuation peuvent aider l'Afrique à améliorer sa capacité à nourrir ses citoyens dans un monde plus chaud. Ils comprennent l'amélioration des systèmes de production qui encouragent la diversification des cultures, y compris le développement de cultures vivrières plus résistantes à la sécheresse telles que le mil, le sorgho et les patates douces ; l'optimisation des périodes de plantation ; l'amélioration des systèmes de jachère et la gestion des résidus ; la gestion des nutriments et de l'irrigation spécifique au site ; le développement de cultures améliorées, y compris les cultures génétiquement modifiées, avec une plus grande résilience au changement et à la variabilité climatiques ; sans oublier la mise en œuvre de régimes d'assurance aux conditions météorologiques pour les cultures et l'élevage•34.

Investir dans l'agro-industrie est également important pour aider le secteur agricole en Afrique à s'adapter au changement climatique. Les agro-investissements contribueront à créer des emplois et à accroître la demande (et les prix) pour ce que produisent les agriculteurs, en particulier les petits exploitants. Le récent Rapport sur la transformation de l'Afrique met en lumière trois opportunités importantes en matière de transformation de produits agricoles. Tout d'abord, le traitement des exportations traditionnelles, telles que le café, le cacao et le coton, doit être amélioré. Deuxièmement, l'Afrique peut intensifier les exportations non traditionnelles prometteuses, telles que les fruits, par la mise à niveau de la chaîne d'approvisionnement à partir de la ferme jusqu'aux usines de traitement, ce qui accroît les revenus des agriculteurs et crée des emplois dans les usines et les services agro-industriels connexes. Troisièmement, l'Afrique peut agir pour supplanter ses importations, qui ont augmenté de 62 % entre 2007 et 2011, par des produits agricoles locaux. Il est crucial de moderniser la chaîne d'approvisionnement interne afin que les acteurs locaux puissent être en mesure de mieux concurrencer les importations•35.

Une récente étude sur les politiques agricoles et le changement climatique au Kenya a formulé plusieurs recommandations qui peuvent également s'appliquer à de nombreux autres pays africains. Les auteurs de l'étude suggèrent d'accentuer l'investissement public dans l'innovation de l'agriculture de pointe, l'amélioration de l'efficacité de la recherche agricole par la réforme de l'environnement réglementaire, et le renforcement des centres d'excellence en matière d'innovation agricole•36.

Stratégie n° 6 – renforcer et maximiser le potentiel touristique

Le secteur du tourisme s'est développé de façon spectaculaire dans le monde entier au cours des 50 dernières années et les pays en développement, dont un grand nombre en Afrique, n'y sont pas étrangers. Les statistiques de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) indiquent que l'Afrique est l'une des destinations touristiques les plus dynamiques•37. Les grands parcs et réserves de chasse nationaux en Afrique orientale et australe – le parc national du Kilimandjaro en Tanzanie, la réserve nationale du Masai Mara et le parc national d'Amboseli au Kenya, sans oublier le parc national Kruger en Afrique du Sud – attirent des milliers de visiteurs chaque année. De même, les attractions culturelles et historiques, y compris les sites du patrimoine mondial de l'UNESCO tels que les pyramides d'Égypte, les églises rupestres d'Éthiopie, les ruines romaines de l'Afrique du Nord ou l'île de Gorée au Sénégal, accueillent de nombreux touristes. Des stations balnéaires comme Djerba en Tunisie, Mombasa au Kenya, Zanzibar en Tanzanie ou Swakopmund en Namibie sont très populaires. L'Afrique du Sud à elle seule a enregistré quelques 860 000 arrivées par mois en 2008, dont environ 210 000 en provenance d'autres continents que l'Afrique•38.

Par conséquent, en tant que source importante de revenus et d'emplois, mais aussi comme moyen de protection de la biodiversité, des écosystèmes et du patrimoine culturel de l'Afrique, il est extrêmement important de maintenir l'industrie du tourisme africain en renforçant son aspect écologique. Car le tourisme contribue au changement climatique à cause, notamment, des émissions de gaz à effet de serre produites par les moyens de transport (avions, bus, etc.). La Déclaration de Djerba de l'OMT en 2003 reconnaît la nécessité d'aligner le secteur touristique sur les préoccupations, objectifs et activités des Nations unies visant à promouvoir le développement durable•39. Parmi les moyens possibles pour y parvenir figurent l'application d'une taxe sur la clientèle destinée à compenser les émissions de CO₂, un régime de faveur pour les tours opérateurs qui font la promotion de pratiques environnementales saines, la promotion de l'exploitation d'avions à haut rendement énergétique et la sensibilisation des institutions de tourisme sur les incidences du changement climatique dans le tourisme•40.

L'Organisation météorologique mondiale confirme que le tourisme est un secteur très sensible au climat.•41 Des lacunes subsistent encore quant à la façon dont le changement climatique affectera les ressources naturelles et culturelles indispensables au tourisme africain, mais la montée du niveau de la mer conduira

inexorablement à l'érosion des plages et à la perte de terres dans certaines stations balnéaires. Les changements climatiques exacerberont aussi les inondations, les ondes de tempête et l'intrusion d'eau salée, menaçant ainsi l'infrastructure touristique vitale dans les zones côtières et les moyens de subsistance de ceux qui dépendent du tourisme côtier. Le réchauffement et l'acidification des océans pourront détruire les récifs coralliens, une attraction touristique majeure dans certaines régions. À l'île Maurice, par exemple, les coraux vivants diminueront de 80 % à 100 % en cas de hausse de température de 3°C d'ici à 2100⁴².

Il existe peu de stations de ski en Afrique et seulement un petit nombre de glaciers de montagne. Toutefois, les stations qui existent, par exemple au Maroc et en Afrique du Sud, seront touchées par la baisse des chutes de neige, comme les stations de ski de basse altitude en Europe. Plus inquiétant encore, les quelques glaciers de l'Afrique constituent des sources d'eau localement importantes qui finiront par s'épuiser en raison du changement climatique. Enfin, des températures maximales plus élevées et davantage de journées chaudes sur les zones terrestres, une plus grande intensité de tempête tropicale, des pointes de vent, des précipitations plus intenses et des sécheresses plus longues et plus sévères auront un impact évident sur l'industrie du tourisme⁴³ Bref, il y aura des gagnants et des perdants en fonction de l'emplacement et du type d'activité, mais la plupart des impacts risquent d'être négatifs.

Une option pour aider l'industrie touristique non seulement à s'adapter au changement climatique, mais aussi à réduire les émissions de gaz à effet de serre, réside dans l'expansion de l'écotourisme. L'Afrique se présente déjà comme chef de file de l'écotourisme et de nombreux pays mettent l'accent sur les avantages de ce type de vacances. L'écotourisme vise à proposer des vacances avec de faibles impacts environnementaux, la promotion de la préservation de la biodiversité et la diversité culturelle et offre, en général, des emplois aux communautés locales⁴⁴. Cela dit, d'importantes possibilités d'expansion existent encore.

En conclusion, compte tenu de la gravité du défi posé par le changement climatique pour l'Afrique, il est impératif que le continent conçoive une politique climato-développementale adéquate. Cela devrait entraîner une augmentation des investissements en sciences, services et production de données climatologiques de qualité ; la poursuite d'un paradigme techno-économique à faibles émissions carboniques ; l'amélioration de la politique et des capacités institutionnelles climatiques ; l'élargissement des partenariats Sud-Sud, en particulier dans l'amélioration de la gestion des risques

; l'exploitation de l'agriculture africaine en investissant dans les technologies de production, l'innovation, l'utilisation efficiente des ressources hydrauliques et la gestion foncière durable ; enfin, l'exploitation d'un tourisme soucieux de l'environnement et de la biodiversité. En somme, « s'il est coûteux d'investir dans les mesures de préparation et d'adaptation aux changements climatiques, ne pas investir serait encore plus coûteux et catastrophique ». L'Afrique devrait tenir compte de cet appel dans les plus brefs délais.

Carlos Lopes

Notes

•1Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 5e rapport d'évaluation, Groupe de travail II, Changements climatiques 2014: impacts, adaptation, et vulnérabilité. Volume II, Aspects régionaux, Chapitre 22 : Afrique, mars 2014.

•2 Allocution prononcée devant la 3e Conférence annuelle sur le Changement climatique et le développement en Afrique, octobre 2013.

•3 B. Nyenzi, T. Dinku, S. Awulachew, et al., « An Assessment of Africa's Climate Data, Observing Networks, and Data Rescue Strategies », CCDA Conference paper, UNECA/ ACPC, Addis Ababa, Éthiopie, novembre 2011.

•4 T. Dinku, T. Arivelo, S. Awulachew, A. Kamgaf, et al., « Climate Science, Information, and Services in Africa: Status, Gaps, and Policy Implications », Document de conférence CCDA Conference paper, CEA, Addis Abeba, Éthiopie, novembre 2011.

•5 Conférence sur le climat en Afrique, 2013, Discours lors de la Conférence. Voir : http://www.wmo.int/iamcomet/sites/default/files/field/doc/events/acc2013_final_declaration.pdf.

•6 Voir : <http://www.gfcs-climate.org/vision>.

•7 Voir : <http://www.wmo.int/pages/prog/wcp/wcasp/RCC-Africa.html>.

•8 Voir : <http://www.nepad.org/climatechangeandsustainabledevelopment>.

•9 Voir : <http://www.climdev-africa.org/afrian-climate-policy-center>.

•10 Assemblée générale des Nations unies, document de rapport de Nairobi sur la Conférence de haut niveau des Nations unies sur la coopération Sud-Sud, résolution 64/222, annexe, para. 18-19. 23 février 2011.

•11 The World Bank Institute, « Triangular Cooperation: Opportunities, Risks, and Conditions for Effectiveness ». Voir : <http://wbi.worldbank.org/wbi/devoutreach/article/531/triangular-cooperation-opportunities-risks-and-conditions-effectiveness>.

•12 Voir : <http://www.acp.int/node>.

•13 Voir : <http://caribbeanclimateblog.com/2013/12/13/5cs-participates-in-first-meeting-of-the-gfcs-africaacp-task-team/>.

- 14 Voir : http://south-south.connect.teriin.org/index.php?option=com_content&-task=article&id=6.
- 15 Voir : <http://www.unep.org/NewsCentre/default.aspx?ArticleID=10854&DocumentID=2788>.
- 16 IRENA, « Working Together to Build an East and Southern African Clean Energy Corridor », 2013.
- 17 E. Hagan, Y. Mulugetta, H. Gujba, C. Speranza, et al., « Critical Issues in Bioenergy for Africa: Exploring the Opportunities, Constraints, and Trade-Offs. » UNECA/ACPC Working Paper, 2011.
- 18 E. Kalitsi, « Problems and Prospects for Hydropower Development in Africa », communication préparée par l'atelier African Energy Experts de la conférence Operationalizing the NEPAD Energy Initiative, 2–4 June 2003, Dakar, Sénégal. p. 7.
- 19 Ibid. p. 8.
- 20 Department of Energy, Republic of South Africa. See http://www.usea.org/sites/default/files/event-file/497/South_Africa_Country_Presentation.pdf.
- 21 T. Kermeliotis, for CNN, « Bright Sun, Bright Future: Can Africa Unlock its Solar Potential? », 29 August 2013. See <http://edition.cnn.com/2013/08/29/business/bright-sun-bright-future-africa/>.
- 22 K. Davis, « Africa's Renewable Energy Potential » Voir: <http://www.africa.com/blog/africas-renewable-energy-potential/>.
- 23 C. Rose, « Wind Power in Africa to Increase Ten Times Over. » Voir : <http://www.renewableenergyworld.com/rea/blog/post/2013/05/wind-power-in-africa-to-increase-ten-times-over>.
- 24 « Renewable Energy in Africa. » Voir: http://en.wikipedia.org/wiki/Renewable_energy_in_Africa#cite_ref-GeoPotEA_112.
- 25 L. Fall, « Achieving Energy Efficiency in Africa: What are the Priorities, the Best Practices and the Policy Measures? » Document présenté au XXIe Congrès Mondial de l'énergie, Montréal, Canada, 12–16 septembre, 2010.
- 26 Y. Hailu, Y. Mulugetta, L. Nilsson, et al., « Integrating Renewable Energy and Climate Change Policies: Exploring Policy Options for Africa », Working Paper CEA/CAPC, novembre 2011, p. 14.
- 27 Ibid., p. 14.
- 28 T.Owiyo, S.Awulachew, A. Reidacker, and H.Habtamu, « Climate Change et Agriculture in Africa: Analysis of Knowledge Gaps and Needs », UNECA/ACPC Working Paper, novembre 2011, p. 2.
- 29 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, op. cit., notes de bas de page 2.
- 30 Ibid. pp. 17-18.
- 31 Office of Technology Assessment, *Preparing for An Uncertain Climate*, Chapitre 5 « Water, » 1993.
- 32 T. Amede, S. Awulachew, B. Mati, S. Traore, and M. Yitayew, « Agricultural Water Management in the Context of Climate Change in Africa », Working paper CEA/CAPC, novembre 2011, p. 4.
- 33 TerrAfrica, « Sustainable Land Management in Practice », 2011.
- 34 UNECA, « An Assessment of Agricultural Sector Policies and Climate Change in Kenya: Nexus between Climate Change Related Policies, Research and Practice », décembre 2013.
- 35 African Centre for Economic Transformation, op. cit., Notes de bas de page 1.
- 36 UNECA, op. cit., Note de bas de page 7.
- 37 Voir : <http://www.slideshare.net/andrewwilliamsjr/united-nations-world-tourism-organization-2013-tourism-highlights>.
- 38 « Pour le tourisme en République Sud-Africaine », voir: http://en.wikipedia.org/wiki/Tourism_in_South_Africa.
- 39 S. Becken et J. Hay, « Tourism and Climate Change : Risks and Opportunities », *Channel View Publications*, 2007.
- 40 S. Uchegbu et E. Kanu, « The Impact of Climate Change on Tourism in Africa », Voir : <http://www.iipr.org/IIPR%20Book/articles/Smart%20Uchegbu.Tourism%20in%20Africa.pdf>.
- 41 Organisation météorologique mondiale. Voir http://www.wmo.int/pages/themes/climate/applications_tourism.php.
- 42 Voir : http://environment.gov.mu/English/Climate_Change/Pages/Climate-Change.aspx.
- 43 Organisation météorologique mondiale, « Climate Change and Tourism: Responding to Global Challenges », octobre 2007. Voir : http://www.wmo.int/pages/themes/climate/applications_tourism.php.
- 44 Voir, par exemple, « Eco Tourism: Following the Eco Path in the Gambia » à <http://www.visitthegambia.gm/eco-tourism.htm>.

DU MÊME AUTEUR

LA CRÉATIVITÉ, PRODUIT D'EXPORTATION À FORT POTENTIEL

n°53 / 54 Premier trimestre 2015

Avec 54 pays et plus de 3 000 langues et cultures différentes, le paysage socioculturel du continent africain est incomparablement riche et varié, explique Carlos Lopes,...

AMÍLCAR CABRAL, UN PARTISAN DU PANAFRICANISME

n°51 Deuxième trimestre 2014

Le quarantième anniversaire de l'assassinat d'amílcar Cabral nous offre l'occasion de célébrer la contribution qu'a apportée ce grand...

POUR UN NOUVEAU PARTENARIAT MONDIAL

n°50 Premier trimestre 2014

Entre 2000 et 2009, 11 pays africains ont connu une croissance annuelle de 7 % ou plus, ce qui est jugé suffisant pour doubler la taille de leurs économies en dix ans. Le PIB cumul...

Le reveil de l'Afrique: vers des transformations structurelles

n°47 Deuxième trimestre 2013

La raison motivant l'essentiel du discours actuel sur « le moment africain » et « le réveil de l'Afrique » est évidente. Certaines des é...

L'Afrique dans le sillage des grands états émergents

n°45 Quatrième trimestre 2012

Parmi les problématiques les plus courantes que l'on rencontre aujourd'hui, on trouve celle-ci : quels sont les atouts du...

DU « CONSENSUS DE WASHINGTON » À UN POST-CONSENSUS : VERS UNE NOUVELLE ÉCONOMIE ?

n°43 Deuxième trimestre 2012

Le préfixe « post » est désormais un lieu commun qui s'est diffusé de la philosophie jusqu'à la scène politique de la mondialisation....

Diplomatie climatique et démocratie planétaire

n°38 Octobre-Décembre 2010

La convention de l'ONU sur le climat, signée en 1992, et les conférences qui se tiennent périodiquement dans ce cadre juridique, forment une sorte de « diplomatie climatique », révélatrice des...

Crises et ouvertures africaines

n°37 Juillet-Septembre 2010

Nous avons tous une crise préférée, parmi celles du moment. La crise des valeurs, les pandémies, la crise démographique, le chaos économique, le changement de paradigme énergétique, la...

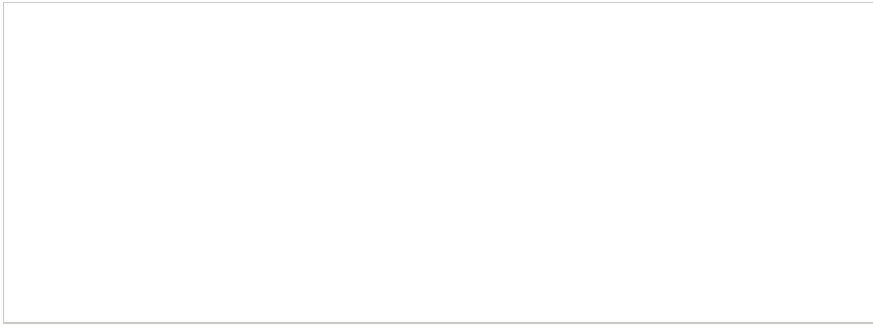
ARTICLES SIMILAIRES

- [Un énorme potentiel dans la transition énergétique](#)
- [Editorial 56](#)
- [« L'Afrique doit arriver à maîtriser ses problèmes »](#)
- [« L'économie verte, pilier de la croissance de demain »](#)
- [La COP21 à l'épreuve du « laboratoire » africain](#)

RÉAGISSEZ

Votre nom :
Amsatou Ndiaye

Commentaire : *



CAPTCHA

Ces chiffres et lettres ci-dessous sont à saisir pour vérifier si vous êtes un visiteur humain afin d'éviter les soumissions automatisées spam !



Recopiez le code se trouvant dans l'image. : *

Enregistrer

VOS RÉACTIONS



[Mentions légales](#) [Conditions générales d'utilisation et de ventes](#) [Contact](#) [Plan du site](#) [Partenaires](#) [Prix Mokanda](#)
[Politique Africaine](#)

© Ge